



CONTRAT D'AUTORISATION DE REPRODUCTION PAR REPROGRAPHIE D'ŒUVRES PROTÉGÉES

* * *

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

ENTRE

Le Centre Français d'exploitation du droit de Copie,
société civile à capital variable,
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° D 330 285 875,
agrée par arrêté du 23 juillet 1996 du Ministre de la Culture, agrément renouvelé par dernier arrêté du 9
juillet 2021,
dont le siège est 20, rue des Grands Augustins - 75006 PARIS,
Représentée par Madame Laura BOULET, Directrice générale – Gérante,

ci-après dénommé "**le CFC**"

ET

La Chambre
établissement public à caractère administratif,
dont le siège est
.....
représentée par
fonction

ci-après dénommée la "**CCI**",

PRÉAMBULE

1. Le Code de la propriété intellectuelle définit les conditions de protection des œuvres de l'esprit au bénéfice de leurs auteurs, ayants droit ou ayants cause et prévoit à cet effet les modalités de mise en œuvre du droit de reproduction qui leur appartient.

2. Le CFC est l'organisme de gestion collective agréé, conformément aux articles L.122-10 à L.122-12 du Code de la propriété intellectuelle, en matière de droit de reproduction par reprographie pour la Presse et le Livre.

A cet effet, il a pour objet de délivrer, par convention, aux usagers, les autorisations de reproduction par reprographie dont ils ont besoin, conformément aux articles L.122.4 et L.122-10 à L.122-12 du Code de la propriété intellectuelle.

3. Le présent contrat constitue le contrat-type d'autorisation de reproduction par reprographie d'œuvres protégées destiné aux Chambres de Commerce et d'Industrie pour leurs services ainsi que pour les établissements d'enseignement et organismes de formation gérés.

Ce contrat a été élaboré conjointement par l'Assemblée des Chambres Françaises de Commerce et d'Industrie (ACFCI) et le CFC. Il a fait l'objet d'un Protocole d'Accord signé le 15 juillet 1998 par ces deux organismes.

Les établissements d'enseignement ou organismes de formation dépendant d'associations de gestion ou disposant d'une personnalité juridique propre sont expressément exclus du champ d'application du présent contrat.

Toutefois, le CFC accepte d'accorder aux établissements et organismes, désignés par la CCI en annexe 1 au présent contrat, les conditions prévues par le présent contrat pour toute convention qu'ils concluront avec lui.

ARTICLE 1 - DÉFINITIONS

1.1. Par "reprographie" on entend, au sens du présent contrat, la reproduction sous forme de copie papier ou support assimilé par une technique photographique ou d'effet équivalent permettant une lecture directe. Les appareils concernés sont, notamment, les photocopieurs, les télécopieurs, les imprimantes, les appareils recourant à la numérisation d'une œuvre sur des supports optiques ou magnétiques en vue de la réalisation d'une copie papier.

1.2. Par "publications" ou "œuvres" on entend, au sens du présent contrat, les journaux, périodiques et livres, français ou étrangers, protégés au sens du Code de la propriété intellectuelle. Ces publications sont celles pour lesquelles le CFC a été désigné aux fins de gestion du droit de reproduction par reprographie qui y est attaché, conformément aux dispositions du Code de la propriété intellectuelle.

1.3. Par "revues de sommaires" on entend, au sens du présent contrat, les ensembles de copies reproduisant exclusivement les pages de sommaires de périodiques.

1.4. Par "panoramas de presse" on entend, au sens du présent contrat, les ensembles de copies reproduisant, dans leur intégralité ou non, des articles parus dans différentes publications de presse consacrés à un ou plusieurs thèmes et réalisés selon une périodicité déterminée.

ARTICLE 2 - AUTORISATION

2.1. Le CFC autorise la CCI, en application des dispositions des articles L.122-4 et L.122-10 du Code de la propriété intellectuelle à :

- effectuer la reproduction par reprographie des œuvres visées par le présent contrat et à diffuser les copies ainsi réalisées sous forme de panorama de presse et de revues de sommaires ;
- réaliser des copies documentaires fournies sur demande par les centres ou services de documentation de la CCI ;
- effectuer la reproduction par reprographie, notamment par l'intermédiaire d'un service interne, desdites œuvres et à diffuser les copies ainsi réalisées auprès des élèves et stagiaires des services d'enseignement et organismes de formation gérés par la CCI ;
- permettre la reproduction desdites œuvres à l'aide du ou des appareils en libre-service dans les centres de documentation, établissements d'enseignement et organismes de formation gérés par la CCI.

2.2. L'autorisation accordée par le présent contrat vise la reproduction sur support papier.

Lorsque l'appareil de reprographie recourt à la numérisation, le fichier numérique généré ne peut faire l'objet que du stockage technique temporaire nécessaire à la production directe de la copie papier. Toute conservation de fichiers numériques d'œuvres protégées reproduites par reprographie conformément au présent contrat est interdite. Tout fichier numérique d'une œuvre protégée généré lors de la réalisation de la copie papier ne peut circuler en dehors de l'appareil de reprographie et sur un quelconque réseau.

2.3. Sont visées par le présent contrat, les reproductions considérées comme effectuées sur le territoire français ou émises à partir du territoire français par application de la législation ou par convention.

ARTICLE 3 - LIMITES DE L'AUTORISATION

3.1. Le présent contrat ne peut affecter le droit moral des auteurs. Le CFC peut interdire, au titre du droit moral et sur la demande des auteurs ou de leurs ayants droit, la reproduction d'une ou plusieurs œuvres déterminées, sans qu'il puisse être tenu à garantie à ce titre à l'égard de la CCI.

3.2. La liste des œuvres dont le CFC ne peut autoriser la reproduction par reprographie est annexée au présent contrat (Annexe 2). Le CFC la met à jour en tant que de besoin. Toute modification apportée à cette liste est prise en compte par la CCI dans les six mois de sa notification.

3.3. Les reproductions que la CCI effectue conformément au présent contrat ne peuvent en aucun cas porter sur l'intégralité d'une œuvre et se limitent, par acte de reproduction, à :

- 10% du contenu dans le cas d'un livre,
- un ou plusieurs articles sans excéder 30% du contenu dans le cas d'une publication de presse.

ARTICLE 4 - CONDITIONS DE REPRODUCTION

4.1. La CCI ne peut reproduire que les publications qu'elle a régulièrement acquises soit à la suite d'un achat qu'elle a fait, soit provenant d'un don ou d'un service dont elle peut bénéficier.

4.2. Toute page de format A4 peut reproduire intégralement ou partiellement un ou plusieurs articles de presse, une ou plusieurs pages de livre.

4.3. Les reproductions que la CCI effectue doivent faire apparaître les références bibliographiques de chaque œuvre reproduite.

4.4. La CCI doit faire figurer sur chaque copie d'œuvre protégée la mention : "*Reproduction effectuée par (nom du cocontractant) avec l'autorisation du CFC (20, rue des Grands Augustins - 75006 PARIS).*" ou toute autre mention qui aura été agréée, par écrit, par le CFC.

Dans le cas des panoramas de presse, des dossiers documentaires et des dossiers remis aux élèves ou aux stagiaires, cette mention figure en tête de chaque exemplaire.

4.5. La CCI doit placer et maintenir en évidence, à proximité du ou des photocopieurs mis à la disposition de ses personnels, de ses élus et du public, dans ses centres de documentation, dans les établissements d'enseignement et organismes de formation gérés, une affiche fournie par le CFC, indiquant aux usagers les limites de l'autorisation accordée par le présent contrat.

ARTICLE 5 - CONDITIONS FINANCIÈRES

5.1. En contrepartie de l'autorisation délivrée aux termes du présent contrat, la CCI acquitte au CFC une redevance destinée à rémunérer les auteurs et les éditeurs des œuvres reproduites.

5.2. Le montant de cette redevance est calculé en application du barème figurant à l'Annexe 3 du présent contrat.

Les montants de redevance figurant audit barème ont été déterminés à partir du Tarif Général de Redevances figurant à l'Annexe 3 du présent contrat en tenant compte de la répartition, par catégories de publications, des œuvres reproduites.

La redevance annuelle globale est calculée sur la base des déclarations que la CCI effectue conformément à l'article 6.1. du présent contrat.

5.3. Le montant de la redevance peut être révisé chaque année, pour tenir compte, d'une part, de la révision du Tarif Général de Redevances susvisé et, d'autre part, des catégories de publications auxquelles appartiennent les œuvres reproduites par la CCI.

Toute révision du montant de la redevance, décidée par accord entre le CFC et l'ACFCI, est notifiée par écrit à la CCI trois mois au moins avant la date d'échéance du présent contrat.

5.4. Les redevances dues par la CCI sont majorées du taux de TVA en vigueur au moment de leur facturation.

5.5. Le CFC facture chaque année les redevances dues par la CCI sur la base des déclarations visées à l'article 6.1. du présent contrat, selon le calendrier suivant :

- au mois de juin, les redevances correspondant aux reproductions effectuées dans le cadre de ses formations diplômantes et de ses formations non diplômantes ;

- au mois de novembre, les redevances correspondant aux reproductions effectuées pour la réalisation de son ou ses panoramas de presse, ainsi que celles correspondant aux reproductions effectuées par son ou ses centres ou services de documentation.

La CCI règle les redevances dues dans les 30 jours nets.

ARTICLE 6 - DÉCLARATIONS - IDENTIFICATION DES ŒUVRES REPRODUITES

6.1. La CCI s'engage à effectuer les déclarations suivantes au CFC :

6.1.1. Panoramas de presse

La CCI déclare au CFC, au plus tard le 31 octobre de chaque année, le nombre de pages de copies d'œuvres protégées produites pour la réalisation de son ou ses panoramas de presse au cours des douze mois précédents, ventilé par titre de publication. Cette ventilation est effectuée sur la base d'un échantillon représentatif de numéros de chaque type de panorama de presse.

La CCI indique également pour chaque type de panorama de presse, le nombre moyen de pages par numéro et le nombre moyen d'exemplaires par numéro.

6.1.2. Centres et services de documentation

La CCI déclare au CFC, au plus tard le 31 octobre de chaque année, le nombre de pages de copies d'œuvres protégées réalisées par son ou ses centres ou services de documentation au cours des douze mois précédents.

6.1.3. Etablissements d'enseignement et organismes de formation

La CCI déclare au CFC, au plus tard le 31 mai de chaque année :

- pour les formations diplômantes, le nombre d'élèves, d'étudiants ou de stagiaires, par type de formation, inscrits au 1^{er} janvier de l'année civile en cours, dans les établissements d'enseignement qu'elle gère ;
- pour les formations non diplômantes, le nombre de stagiaires, par tranche, qu'elle a déclarés au titre de l'année civile précédente, pour les organismes de formation qu'elle gère. Aucune redevance n'est due pour les stages que la CCI identifie et déclare comme ne donnant pas lieu à la photocopie d'œuvres protégées.

6.2. La CCI s'engage à effectuer les déclarations nécessaires à l'identification des œuvres reproduites en vue de la répartition aux auteurs et aux éditeurs des redevances perçues par le CFC.

Ces déclarations sont réalisées chaque année dans le cadre d'enquêtes permettant de recenser le volume et la nature des œuvres protégées reproduites dans les centres et services de documentation, ainsi que par les établissements d'enseignement et les organismes de formation gérés par la CCI.

Les modalités pratiques de mise en œuvre de ces déclarations sont déterminées d'un commun accord entre les parties.

6.3. Le CFC traite les informations visées au présent article comme confidentielles. Elles ne peuvent être transmises par le CFC qu'aux auteurs et aux éditeurs dont les publications ont été reproduites et ce pour les reproductions qui les concernent.

6.4. La CCI informe sans délai, par écrit, le CFC de toute modification intervenant dans la réalisation et/ou la diffusion des reproductions d'œuvres protégées visées par le présent contrat.

ARTICLE 7 - VÉRIFICATIONS

Le CFC se réserve le droit de vérifier l'exactitude des déclarations effectuées par la CCI en application du présent contrat. La CCI s'engage à permettre aux agents assermentés du CFC l'accès à tout document ou appareil permettant la vérification desdites informations.

ARTICLE 8 - GARANTIE DE LA CCI

Le CFC garantit la CCI contre tout recours ou réclamation de l'auteur, de l'éditeur ou de tout tiers détenteur de droits de propriété littéraire et artistique sur tout ou partie d'une œuvre reproduite conformément aux stipulations du présent contrat. A cet effet, la CCI s'engage à informer, par lettre recommandée avec accusé de réception, le CFC dans les quinze jours suivant la réception de la réclamation.

En cas d'assignation portant sur des reproductions réalisées conformément au présent contrat, la CCI appelle en garantie le CFC et autorise ce dernier à intervenir directement auprès du demandeur.

Au titre de la présente garantie, le CFC s'engage à rembourser à la CCI tous frais engagés pour sa défense, pour ceux qui auront été préalablement discutés avant engagement et à prendre en charge l'intégralité des sommes que la CCI aurait éventuellement été condamnée à verser.

ARTICLE 9 - DÉFAILLANCE DE LA CCI

9.1. Au cas où la CCI n'effectuerait pas dans les délais qui lui sont impartis les déclarations prévues par les articles 6.1 et 6.2 ci-dessus, le CFC facturera à la CCI au titre de la période de facturation concernée, le montant de la redevance établie pour la période de facturation précédente majorée d'une pénalité égale à 10% du montant hors taxe de celle-ci.

La régularisation ultérieure, donnera lieu, en tant que de besoin, au réajustement, par le CFC, de la redevance due par la CCI au titre de la période de facturation concernée. Toute pénalité calculée restera due.

L'application de la pénalité prévue au présent article n'emporte pas extinction de l'obligation de déclaration prévue par l'article 6.1. à laquelle la CCI reste tenue.

9.2. Le non-paiement dans les délais des redevances dues par la CCI conformément au présent contrat fait courir de plein droit, et sans formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du CFC. Le taux des intérêts est celui de l'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la BCE à son opération de refinancement la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

9.3. Dans le cas où la CCI serait défaillante dans l'accomplissement des obligations mises à sa charge par le présent contrat, le CFC sera en droit, trente (30) jours francs après réception par la CCI d'une mise en demeure non suivie d'effet, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, de résilier le présent contrat sans que cette résiliation puisse donner lieu à indemnité au profit de la CCI et sans préjudice de tous dommages et intérêts au profit du CFC.

En cas de manquements répétés, le délai prévu au premier alinéa sera ramené à huit (8) jours francs.

ARTICLE 10 - TITULARITÉ DU CONTRAT

10.1. L'autorisation de reproduction par reprographie accordée par le présent contrat est personnelle à la CCI désignée par ledit contrat.

10.2. La CCI s'interdit de céder, transférer, apporter à un tiers, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des droits et obligations découlant du présent contrat sans l'accord exprès préalable et écrit du CFC.

ARTICLE 11 - DURÉE

11.1. Le présent contrat entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022 et se termine le 31 décembre 2022.

11.2. Il se renouvelle par tacite reconduction par période d'une année sauf dénonciation par l'une ou l'autre partie, par lettre recommandée avec accusé de réception, deux mois au moins avant l'expiration de la période en cours.

Fait à
Le
en deux exemplaires originaux

Le CFC
Laura BOULET

Le cocontractant
(signature et cachet)

ANNEXE 1

Établissements et organismes désignés par la CCI

conformément à l'article 3 du préambule du contrat auquel est annexée la présente liste

This image shows a full page of white paper with horizontal dashed lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page, providing a guide for handwriting practice. There are no margins, text, or other markings on the page.

ANNEXE 2

LISTE DES ŒUVRES ET DES CATÉGORIES D'ŒUVRES INTERDITES DE REPRODUCTION PAR REPROGRAPHIE

Liste des œuvres interdites de reproduction au titre du droit moral de l'auteur
■ Néant

Liste des œuvres interdites de reproduction
■ Les études de marché ■ Les manuels d'utilisation de logiciels

ANNEXE 3

BAREME DE REDEVANCES

REVUES DE SOMMAIRES	Autorisation à titre gratuit
PANORAMAS DE PRESSE	0,0381 €HT par page
CENTRES ET SERVICES DE DOCUMENTATION	0,0762 €HT par page

FORMATION DIPLOMANTE	Secondaire Technologique	Secondaire Commercial et Administratif	Supérieur Technique et de Gestion
Redevance par élève/stagiaire et par an *	1,9818 €HT	3,0490 €HT	4,5735 €HT

FORMATION NON DIPLOMANTE	Tranche 1 1 à 5 pages	Tranche 2 6 à 20 pages	Tranche 3 21 à 50 pages	Tranche 4 51 à 100 pages
Redevance par stagiaire et par an	0,2287 €HT	0,9147 €HT	2,2867 €HT	4,5735 €HT

Abattement spécifique aux formations à vocation sociale

Pour les stages d'apprentissage, les stages en alternance, les stages dispensés aux demandeurs d'emploi et les stages d'insertion ou de réinsertion professionnelle, un abattement de 50% est consenti sur le montant de la redevance applicable conformément au présent Barème, en considération du caractère spécifique et social de ces formations.

* Ces redevances ont été établies à partir du Tarif Général de Redevances du CFC figurant ci-dessous. Elles tiennent compte de l'abattement de 50% appliqué sur ces tarifs pour les copies à finalité pédagogique effectuées dans le cadre d'une formation diplômante.

TARIF GÉNÉRAL DE REDEVANCES

par page de format A4, par catégorie de publications

LIVRE		PRESSE	
L1 - Livres de poche	0,0382 €HT	P1 - Presse grand public grande diffusion	0,0344 €HT
L2 - Livres scolaires et parascolaires	0,0938 €HT	P2 - Presse grand public	0,0723 €HT
L3 - Littérature générale	0,0965 €HT	P3 - Presse professionnelle	0,1217 €HT
L4 - Livres universitaires et professionnels	0,1017 €HT	P4 - Presses professionnelle et culturelle spécialisées	0,1929 €HT
L5 - Livres pratiques	0,1389 €HT	P5 - Presse professionnelle en sciences et médecine	0,4970 €HT
L6 - Livres professionnels en sciences et en médecine	0,2019 €HT	P6 - Ouvrages professionnels scientifiques techniques médicaux à mise à jour périodique	0,6250 €HT
L7 - Livres fortement illustrés	0,2569 €HT	P7 - Lettres professionnelles à diffusion restreinte	0,7622 €HT